

Bureau du 20 mars 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt mars à neuf heures trente, le bureau du syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du SIAC à Thonon-les-Bains, sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

Délégués présents :

PFLIEGER Géraldine, Présidente
THOMAS Gil, 1^{er} Vice-président
CHESSEL Pascal, 3^{ème} Vice-président
BERTHIER Marie-Pierre, 4^{ème} Vice-présidente
ARMINJON Christophe, Président Thonon Agglomération
COLOMER Gérard
DENNE Jean-Claude

Absents/excusés :

MUTILLOD Christophe, 2^{ème} Vice-président
DEAGE Joseph, 5^{ème} Vice-présidente
LEI Josiane, Présidente CCPEVA

Secrétaire de séance : Pascal CHESSEL

Nombre de délégués membres du Bureau : 11 délégués

Date de convocation : 13 mars 2024

Délibération affichée le :

Point n°3 – Animation du Projet Agro-Environnemental et Climatique 2024 du Chablais

Monsieur Pascal CHESSEL, Vice-président du SIAC en charge des politiques contractuelles, rappelle aux membres du Bureau que dans le cadre du Plan Stratégique National (PSN) de la Politique Agricole Commune (PAC) 2023-2027, des Mesures Agro-Environnementales et Climatiques (MAEC) pourront être mise en œuvre en Auvergne-Rhône-Alpes. Elles permettront aux agriculteurs, situés sur les territoires à enjeux environnementaux forts de la région, de souscrire des engagements environnementaux sous forme de contrats de 5 ans.

Le 26 septembre 2023, soit 11 jours après la fin du délai pour déposer sa candidature pour la campagne de contractualisation des MAEC en 2024, la DRAAF a informé le SIAC que l'Agence de l'eau (AERMC) avait décidé d'ouvrir ses aides financières aux MAEC sur les « zones humides ».

Sur les recommandations de la DDT de Haute-Savoie, le SIAC a donc modifié son dossier de candidature MAEC (v2) pour la campagne 2024 du PAEC du Chablais afin de profiter de cette manne financière supplémentaire. Les modifications portent sur les MAEC MHU1, ESP1 et ESP2 et sur l'introduction d'un nouveau périmètre : CHA3, cofinancé par l'AERMC. En revanche aucune modification n'a été apportée sur les critères de priorisations définis dans le dossier de candidature initial.

Le dossier modifié introduit deux périmètres, pour les mêmes MAEC prévues dans la candidature initiale :

- Le premier périmètre CHA2 (pour le différencier du CHA1 de la campagne 2023), cofinancé par le MASA, s'étend sur les zones Natura 2000 / GP sans les zones humides pour les 4 MAEC : PRA3, PRA1, ESP1 et ESP2. Il ne correspond donc plus au périmètre CHA1 initial du dossier déposé au 15/09/2023.

- Le deuxième périmètre CHA3, cofinancé par l'AERMC, s'étend sur l'ensemble des zones humides du Chablais, qu'elles soient situées au sein des zones Natura 2000 / GP ou en dehors des zones Natura 2000 / GP. Le périmètre CHA3 sera ouvert pour les 3 MAEC MHU1, ESP1 et ESP2.

Pour mémoire, et à la suite de la décision du Ministère de l'Agriculture qui nous est parvenue le 6 mars 2023, de suivre les recommandations de la DGCL et de rendre illégal le cofinancement des MAEC par les collectivités territoriales, le SIAC a dû restreindre son périmètre éligible pour la campagne de contractualisation 2023. Une partie des agriculteurs hors Natura 2000 engagés sur l'ancienne programmation PAEC n'a donc pas pu être renouvelée pour 2023. L'objectif est, avec le cofinancement de l'AERMC, de permettre l'éligibilité aux MAEC des agriculteurs situés sur des zones hors Natura 2000 à enjeux zones humides.

Le 31 janvier 2024, en pleine colère agricole, le Ministère nous a informé qu'il prenait en charge les cofinancements demandés aux Conseils Départementaux, toujours illégaux selon la DGCL. De plus, la DRAAF nous a confirmé que les financements prévisionnels du SIAC étaient bien éligibles. En urgence, nous avons donc repris la toute première candidature du Chablais pour les PAEC, le 15 septembre 2022, dans laquelle nous avons identifié six enjeux environnementaux, dont celui de « préserver et renforcer la continuité écologique et fonctionnelle des réservoirs de biodiversité du territoire, identifiés dans le SRADDET et protégés dans le SCOT », pour définir le périmètre CHA4 du PAEC du Chablais.

Les MAEC proposées à la contractualisation dans la candidature du 15 septembre 2022 étaient PRA3 et OUV2. L'analyse technique de la CRAEC du 5 décembre 2022 avait écarté la mesure OUV2. Nous avons proposé de nous consacrer uniquement à la MAEC PRA3 « Amélioration de la gestion des surfaces herbagères et pastorales par le pâturage dans la ZEE des couverts herbacés sur le périmètre des réservoirs de biodiversité (classe 1 du SCOT, ZNIEFF) ». Les critères de priorisation proposés restent les mêmes que dans la candidature initiale.

En termes quantitatifs pour le périmètre CHA4 nous avons repris les mêmes estimations que celles de notre candidature du 15 septembre 2022, à savoir : 600 ha contractualisables pour 10 exploitants agricoles.

Par ailleurs, l'AERMC nous a informé qu'elle prenait en charge d'animation des MAEC, dans le périmètre CHA3 à hauteur de 70% des coûts TTC des Diagnostics et des Plans de gestion, ainsi que le temps de travail d'une personne chargée d'animer ses MAEC.

Demande de Subvention AERMC					
Salaire chargé	33 750,00 €	27,85%	9 399,00 €	AERMC	70% 92 418,00 €
Frais généraux	9 399,00 €	30%	2 819,00 €	Autofinancement	30% 39 608,00 €
Sous-traitance	3 072,00 €	39	119 808,00 €		
Dépenses			132 026,00 €	Recettes	100% 132 026,00 €

Considérant que le projet d'animation du PAEC du Chablais pour l'année 2024 du titre de la programmation FEADER 2023-2027 rentre dans le cadre de nos politiques contractuelles, que l'AERMC cofinance ce type de projet au prorata des MAEC qu'elle cofinance par ailleurs, le Bureau du SIAC, à l'unanimité des membres présents, décide :

- **DE SOLLICITER l'AERMC** pour une subvention d'animation des MAEC couvertes par le périmètre CHA3 pour un montant de 92 418,00 € (70% du montant total)
- **D'ASSURER**, en conséquence l'autofinancement restant soit 39 608,00 € (30% du montant total)
- **D'AUTORISER** Mme la Présidente Géraldine PFLIEGER à signer toutes les pièces liées au dossier

Le secrétaire de séance,

Pascal CHESTEL



La Présidente,

Géraldine PFLIEGER

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2024 et affichage le / /2024

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.